

Nora Lafi

Agentivité féminine et répression coloniale : Mémoire et archives en Tunisie

MECAM Papers | Number 10 | January 8, 2025 | <https://dx.doi.org/10.25673/117661> | ISSN: 2751-6482

Les réflexions sur la place des femmes sous le colonialisme contribuent aux débats sur la manière d'écrire l'histoire de la colonisation dans la Tunisie contemporaine. Cet article démontre, sur la base d'un corpus d'archives relatives à la répression coloniale française contre des femmes désignées comme « rebelles », qu'une attention à l'agentivité féminine permet d'écrire différemment l'histoire de la colonisation et de saisir sous un jour nouveau les ressorts contemporains de la mémoire.

- L'article, ainsi, met en œuvre une véritable méthode d'analyse de ce qu'est le colonialisme et de ses mécanismes répressifs et d'intrusion dans les corps et la société. Il propose une typologie des régimes d'agentivité féminine en contexte de répression coloniale, depuis l'implication directe dans les mouvements de résistance jusqu'à l'engagement par l'intermédiaire de proches masculins.
- Au travers d'une série d'entretiens fondés sur la réaction d'acteurs et actrices du contemporain face à ces archives, l'article présente également une typologie des régimes de mémoire. Ceux-ci sont définis comme les manières dont les mécanismes du souvenir et des interprétations des événements passés influencent les identités sociales, politiques, et de genre du présent.
- Il prône ainsi une double attention à la dimension micro : celle de l'analyse des corpus d'archives au contact du quotidien des mécanismes de la répression coloniale, et celle du repérage des ressorts intimes de la mémoire de l'oppression et de la résistance dans les sociétés contemporaines.

CONTEXTE

Il est nécessaire de fonder les bases d'un décryptage critique des inerties contemporaines du colonialisme, dont les mécanismes continuent largement de structurer les rapports à la région. Le colonialisme européen a violemment façonné à la fois les sociétés locales et les catégories utilisées pour les étudier. Déconstruire ces dernières et les récits dominants hérités du colonialisme en rejetant leur utilisation non critique est vital pour le présent.



L'AGENTIVITÉ FÉMININE FACE AUX RÉCITS HISTORIQUES COLONIAUX ET PATRIARCAUX

Le 5 février 1916, à Tataouine, dans le sud de la Tunisie, les biens fonciers de plusieurs personnes accusées de rébellion par le système de répression coloniale ont été mis aux enchères. Parmi les victimes de cet acte violent d'expulsion figurent plusieurs femmes, dont Mariem et Mabrouka Ben A., ainsi que Aicha et Mariem K., Rim Bent K. et Regaia Bent A. Elles étaient accusées d'être, selon la terminologie coloniale, des « rebelles » (ANT, série A, carton 208TER). La procédure faisait suite à des mesures de répression militaire et à une enquête de l'armée française : « Le chef de bataillon du secteur propose de procéder à une saisie [...]. Le recensement des biens des rebelles a révélé que la susdite femme, qui s'est réfugiée en Tripolitaine avec son mari, possédait un certain nombre de biens. Il est nécessaire de ne pas lui en laisser la propriété ». Cet article propose de suivre à la fois le destin de ces femmes rebelles et la mémoire actuelle de leurs luttes.

Pendant longtemps, les historiens ont négligé, voire nié, l'agentivité des femmes dans les contextes coloniaux. Face à l'inertie des lectures eurocentriques et masculinistes de l'histoire, les études académiques consacrées à la capacité des femmes à agir, à être conscientes et autonomes dans la société et à influencer activement les destins collectifs se sont progressivement multipliées depuis les années 1990. Ce mouvement s'est développé sur la base de théories féministes et d'une philosophie de remise en cause tant des paradigmes de domination que des paradigmes dominants. Des récits alternatifs, des méthodes et des concepts remettent en question les visions mêmes des sociétés du passé, ainsi que la place des idées reçues sur celles-ci dans le constant re-façonnement du présent. La notion d'agentivité, dont la définition résume tous ces éléments, a été au cœur de ces approches (Haicault 2012). Elle a parfois été associée à une volonté de s'intéresser non seulement au destin mais aussi à la capacité d'action de femmes issues de milieux sociaux qui n'étaient pas forcément valorisés. Ces débats ont été guidés par une discussion critique de la tendance à considérer qu'il est impossible de saisir les voix et les actions historiques des femmes subalternes (Spivak 2004). L'historiographie s'est donc concentrée sur les moyens de redonner une agentivité aux personnes qui en étaient parfois paradoxalement dépossédées par l'attention même portée aux formes subalternes de cette agentivité (Navarro Tejero 2004). Il a été ainsi avancé que les femmes subalternes non seulement avaient une voix, mais aussi une capacité d'action et une potentialité activée d'écriture de l'histoire (Davidson et Roach Pierson 2001).

Pour qui écrit l'histoire, ce type d'approche pose la question des sources, car les conditions mêmes de la négation de l'agentivité féminine ont fait que les traces de celle-ci sont rares parmi l'abondance des sources archivistiques montrant la domination masculine et renforçant ainsi l'image de celle-ci dans les différents strates des futurs (Lafi 2020). Pour une historienne, donc, la tâche est double : réfléchir à des traces possibles dans le passé, pour débusquer l'inertie dans des futurs de l'interprétation de l'absence prétendue des femmes. Dans le cas du monde arabe (Ghabrial 2016 ; Moghadam 2010), mais aussi de l'Empire ottoman en général (Faroqhi 2023), l'approche privilégiée a été de changer de perspective, de réviser les chronologies et de promouvoir une vision analytique attentive à la capacité d'action historique des femmes. Cette approche s'est développée en contraste avec les perspectives coloniales et/ou orientalistes qui confinent souvent les femmes à une double soumission : à l'ordre patriarcal local et à l'ordre colonial, respectivement. Il a ainsi été possible de venir sous cet angle réfléchir d'une manière alternative à la nature de la domination coloniale et aux vecteurs de continuation des modalités de la domination dans une dimension post-coloniale définie comme la perdurance de paradigmes hérités de la colonisation (Prakash 1994 ; Sadiqi 2008 ; Sibeud 2004). Les approches contemporaines permettent également de prêter attention à l'agentivité des colonisés (Edwards 2017) et ainsi de reconnecter l'histoire de la période coloniale avec la substance des sociétés colonisées (Cooper 1994).

ECRIRE UNE HISTOIRE AU FÉMININ POUR DÉCOLONISER LES SAVOIRS

C'est dans cette optique que j'ai étudié un fonds des Archives nationales de Tunisie (ANT, série A, cartons 187 à 208). Il s'agit des archives de la répression militaire française contre la résistance à la colonisation dans le sud de cette province ottomane, occupée à partir de 1881 par les Français après plusieurs décennies de tentatives d'emprise et de concurrence entre puissances européennes pour l'extension de leurs domaines coloniaux. Comme le montrent les dossiers consacrés aux « rebelles », ainsi nommés dans les documents consultés, les victimes de ce processus violent et intrusif étaient en très grande majorité des hommes : combattants, activistes politiques animant des mouvements de protestation ou de résistance, ou bien cultivant des liens avec l'Empire ottoman, personnes refusant les procédures coloniales de prise de contrôle du territoire et de soumission de ses instances de gouvernance. Parmi ces victimes de la répression (tuées au combat, emprisonnées, exécutées ou exilées en Tripolitaine ou à Istanbul notamment), il y avait aussi de nombreuses femmes (20 à 25 %), dont les identités et les parcours de vie peuvent aujourd'hui être analysés grâce à la précision perverse de l'appareil colonial de répression. Ces femmes ont été poursuivies ou persécutées de différentes manières, révélant une variété de configurations d'agentivité. Certaines ont subi des représailles parce qu'elles étaient les épouses, les mères, les filles ou les sœurs de résistants. Loin d'être confinées à un rôle social passif, ces femmes ont été exposées à la répression coloniale, aux actions de la police et au prétendu système judiciaire, ce qui les a amenées à s'engager davantage en tant que dissidentes. Il s'agit là du premier type d'agentivité, tant en ce qui concerne la place des femmes dans la société que leur réaction à l'intrusion coloniale. En 1899/1900, Mabruka Bent K. est citée à comparaître devant les tribunaux coloniaux dans le cadre des actions de résistance de son frère dans la région de Matmata (ANT, série A, carton 187ter, dossier 207). Il en est de même pour Mansoura Bent A. et Rima Bent B. en relation avec les activités dissidentes de leurs fils et frères.

D'autres ont été traquées pour leurs propres actions, révélant ainsi la participation considérable et active des femmes au mouvement de résistance. Cela illustre l'existence d'un second régime d'agentivité. Le cas de Fatma Bent M. Bent S., de la tribu des Ouled Ouezzan, s'inscrit dans cette catégorie forgée par l'appareil de répression (ANT, série A, carton 208ter, dossiers 233, 234). Convaincue de « rébellion » en 1915 dans la région de Tataouine, tous ses biens sont saisis et vendus aux enchères. Ceux de ses héritiers et copropriétaires sont également expropriés, démontrant ainsi que le châtiment est collectif, au mépris le plus absolu du droit. Ces mesures visent à les évincer, ainsi que leurs descendants, de leur propre futur. Les autorités coloniales ont également exploré la possibilité d'exproprier les biens de mainmorte (*habous*) liés à la rebelle punie. En s'attaquant à des formes de propriété collective telles que les pâturages agricoles, les magasins et les équipements, l'appareil colonial a renforcé son emprise foncière par la répression qu'il a exercée sur les rebelles au moyen d'un système judiciaire faussé. Les structures de la société sont autant visées que sa territorialité. Certaines archives expriment clairement les objectifs de cette stratégie d'expropriation. Le commandant Miquel, chef de l'avant-poste de Remada Bir Kecira, s'exprime ainsi : « Le recensement des biens des rebelles fait ressortir que nombre de femmes passées en Tripolitaine sont également propriétaires de biens ou de parts de biens plus ou moins importants. Il apparaît nécessaire de ne pas leur en laisser la propriété, quelque répugnance qu'on ait à poursuivre des femmes » (ANT, série A, carton 208ter, dossier 1998).

En filigrane de ce double régime d'agentivité, les archives en révèlent un autre : celui relatif à la place des femmes dans la société du sud tunisien au tournant du vingtième siècle. Si en effet des biens immobiliers, des boutiques, des terrains étaient confisqués aux femmes rebelles par l'administration coloniale, c'est assurément qu'elles en étaient

propriétaires. Les fiches individuelles fournissent aussi parfois des détails sur la façon dont ces propriétés étaient entretenues par les femmes en tant qu'agricultrices, commerçantes ou gérantes. Les archives éclairent ainsi un troisième régime d'agentivité : celui d'une vie quotidienne dans laquelle les femmes n'étaient pas nécessairement confinées à un rôle social passif sous l'effet de la domination masculine. Une part importante de la répression coloniale - outre l'atteinte à la dimension corporelle par la privation de liberté, la torture, la contrainte à la fuite, et la dégradation de l'image sociale - a donc consisté à saper les fondements mêmes de la place des femmes dans la société par l'expropriation et la spoliation.

Parmi ces victimes, Khalifa Ben M. et ses sœurs Meriem et Aïcha à Tataouine en 1915, contre lesquelles un document maroudh (*ma'rūḍ*) d'expropriation a été émis par la « justice » coloniale. « Ces terres ont une superficie totale de 150 000 mètres carrés environ [avec] trois palmiers indivis » (ANT, série A, carton 208ter, dossier 2005). La propriétaire, Messaouda Bent M., est victime des mêmes procédures en 1916 (ANT, série A, carton 208ter, dossier 1997). Ce mode de domination va de pair avec des stratégies conscientes d'organisation de la famine, comme en atteste un rapport du commandant Miquel : « Du fait qu'on lui fermera le territoire tunisien, la tribu des Ouezzen sera réduite à la famine et, tant qu'elle aura des armes, elle tentera de s'opposer à la réalisation de nos desseins. Pour que le séquestre ne soit pas lettre morte, il faudra prévoir les forces nécessaires à son application » (ANT série A, cartons 233 et 234). L'expropriation, l'éviction, l'expulsion et les opérations militaires forment ensemble des aspects étroitement liés du régime colonial.

L'attention dans les archives au sort de ces femmes rebelles permet ainsi d'apporter des éléments décisifs quant à la qualification de l'agentivité féminine dans la résistance à la colonisation et ses différents registres d'intervention. Qualifier le passé sous cet angle permet non seulement, en lien avec d'autres efforts, de décoloniser les narrations historiques au travers des femmes (Anagol 2008), mais aussi de discuter les chronologies de la prise de contrôle coloniale par une attention au temps long de la résistance. Les dossiers d'archives étudiés ici présentent de fortes continuités depuis 1830, en lien avec les réseaux de la résistance à la colonisation française de la province ottomane d'Algérie, jusqu'à, au moins, les lendemains de la Première Guerre mondiale. Cela permet aussi, dans la lignée d'études fondatrices sur la place des femmes dans l'histoire tunisienne (Chater 1975 ; Said Cherni 1987, Larguèche 2000) de relier cette chronologie à celle traditionnelle de la naissance du mouvement national : il n'y a pas eu de période sans forme de résistance à la domination coloniale et dans chaque phase des femmes ont joué des rôles importants. Cela permet aussi de contextualiser et discuter la genèse des catégories du genre, et ainsi de proposer une lecture alternative, fondée sur une double réévaluation : celle de la place des femmes dans la société et celle de la précoce place des femmes dans la résistance.

LA RÉSISTANCE DES FEMMES REBELLES : DIFFÉRENTS RÉGIMES DE MÉMOIRE

Cette recherche est également liée à des réflexions sur les usages contemporains de l'histoire (Glassberg 1996), ainsi qu'aux cheminements de la mémoire. Mobiliser les archives des femmes rebelles m'a permis d'établir un dialogue à d'autres échelles, impliquant d'autres temporalités et différents registres d'interaction avec la société. La première dimension concerne le monde académique, la définition institutionnelle des études de genre ainsi que les discussions sur l'étude de la place des femmes dans le mouvement national. Apporter dans les débats académiques ces réflexions sur l'agentivité des femmes rebelles du tournant des XIXe et XXe siècles a ainsi pu susciter des questionnements sur la manière d'écrire l'histoire des femmes et l'histoire des catégories de genre. Cela a aussi permis de réfléchir à l'usage de l'agentivité en tant que concept et de réviser le cadrage historique du mouvement national tunisien. Séparer en effet la chronologie de l'émergence

des organisations politiques de résistance de celle des premières phases de la colonisation sous-tend en effet l'existence d'une phase intermédiaire de stabilité du régime colonial. Faire le lien entre les chronologies permet d'affirmer qu'une telle phase n'a jamais existé. Insister sur les parcours féminins dans cette chronologie réunifiée permet aussi d'affirmer que l'agentivité féminine était bien inhérente à la société colonisée, et non point simplement le produit d'une influence d'une société colonisatrice supposément moins patriarcale. Ainsi, la présentation et l'analyse de ces archives ont contribué à l'écriture collective d'une narration alternative décolonisée et ouverte à une conception renouvelée de l'identité de genre.

La seconde dimension a trait à la mémoire de la résistance féminine dans la société tunisienne. Les échos de cette recherche ont ainsi concerné des temporalités différentes de celles auxquelles renvoyaient les dossiers d'archives consultés. Les figures féminines anonymes qui ont fait partie intégrante de la résistance à la colonisation, par l'intermédiaire du fichage répressif colonial avaient de nouveau un nom, et étaient situées socialement. Lors de mes entretiens avec des femmes et des hommes dans la Tunisie d'aujourd'hui, mes interlocuteurs ont évoqué en effet d'autres phases de la résistance, dont le souvenir est ancré plus directement dans les mémoires familiales. Il s'agit surtout de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que de la période des combats pour l'indépendance, entre les années 1930 et les années 1950. Ces souvenirs couvrent également les moments fondateurs de la Tunisie indépendante (1956) jusqu'aux années 1970 (Ben Said Cherni 1987). Revisiter les narrations nationales par la micro-histoire des familles (Jrad 2015) et par l'évocation de trajectoires féminines familiales mais souvent minorées m'a ainsi permis, par de nombreux entretiens, de saisir à la fois la vitalité, mais aussi parfois l'effacement, d'une mémoire féminine de l'agentivité. La recherche elle-même a eu un effet de stimulation sur l'expression de cette mémoire et en retour a bénéficié grandement de la force de celle-ci.

Enfin cette recherche a été l'occasion de réfléchir à l'anthropologie du Sud tunisien grâce à un travail de terrain immersif. L'écho a pu être plus directement lié aux archives des femmes rebelles, par les liens familiaux suggérés par certains noms présents dans ces archives. Les entretiens dans ce cadre ont révélé la vivacité d'une mémoire locale entretenue tant à l'intérieur des familles qu'au sein de groupes de parole. Les archives que j'ai montrées au cours des entretiens venaient ainsi illustrer des faits et des actes généralement déjà connus des membres contemporains des communautés locales. Mes entretiens et dialogues ont montré la prégnance de la mémoire familiale et locale de femmes fortes, dont la discussion autour des archives a permis de faire resurgir l'itinéraire et reformuler les actions au sein de narrations orales s'intéressant au temps long tant de la résistance que de l'agentivité féminine. Il y a aussi dans ce contexte l'existence de lieux civiques de mémoire, dans lesquels érudits et érudites cultivent ces narrations et en présentent les ressorts aux visiteurs ainsi qu'aux jeunes générations. Cette démarche n'est pas seulement orale mais consiste aussi en une écriture de l'histoire de la colonisation (Boulifa 2006) et en la publication de sources originales sur les modalités de l'occupation coloniale (Boulifa 2023).

A Tataouine, par exemple, dans un de ces lieux d'érudition et de mémoire, le dialogue autour des archives relatives aux femmes rebelles a suscité l'émergence d'autres archives et documents conservés sur place, notamment d'origine familiale. Cela a à la fois orienté la discussion sur la piste d'une micro-histoire locale de la mémoire et en même temps d'une véritable enquête sur les acteurs des violences coloniales. Un des supports centraux de cette quête de vérité a été une photographie (vraisemblablement du début du XXe siècle) de jeunes femmes recroquevillées au pied d'un mur, terrorisées par la figure d'un homme imposant, appartenant à un des corps de la répression coloniale. La photographie expose, par la scénographie des corps, la dimension genrée de la domination. La mémoire est ainsi à la fois pédagogie de l'agentivité féminine mais aussi histoire vivante, connectant enquête

sur le passé et quête de justice pour le futur. Elle peut être rapprochée des pratiques, en contexte algérien, de transmission par les femmes d'une mémoire alternative de la résistance, dont le but est également d'éduquer pour l'avenir face à la performativité en société de narrations qui minimisent cette dimension.

Cette forme de mémoire est ainsi performative elle-même, face à des influences externes visant à réinterpréter dans un sens patriarcal l'histoire intime et collective de ces sociétés. Au cours de ma recherche en anthropologie de la réception des archives des femmes rebelles dans le Sud tunisien, de nombreuses prises de parole sont venues reconnecter les actions féminines passées à une prise de conscience et affirmation d'identité de genre contemporaine. Ces différents régimes mémoriels démontrent la place centrale dans la perception contemporaine de l'agentivité féminine d'une transmission à l'échelle locale, en contraste avec des usages de l'histoire ne prenant pas toujours en compte cette dimension. Leur étude souligne la nécessité de prêter attention aux modalités utilisées par les femmes pour imposer leur place dans l'histoire par une mémoire active et vivante (McEwan 1993 ; Mtenje 2024 ; Schraut et Paletschek 2008).

MÉMOIRE, DISPARITÉS ACTUELLES ET JUSTICE

Lier la sphère de l'intime à celle du collectif, en utilisant notamment des archives révélant à la fois les vecteurs et les acteurs de l'oppression ainsi que les trajectoires de vie individuelles, permet la création d'une histoire publique de l'agentivité féminine. Cela stimule le contact entre la mémoire et les affirmations contemporaines d'une posture féministe et anticoloniale. Il ne s'agit pas seulement de déchiffrer l'inertie tragique et la résurgence contemporaine du colonialisme, mais aussi de mettre l'accent sur la capacité des femmes à agir. Evoquer les mémoires de la résistance anticoloniale en Tunisie a systématiquement débouché, pour mes interlocutrices et interlocuteurs, sur une référence au présent concernant la Palestine. Ils et elles ont montré ainsi une conscience partagée du temps long de la résistance à l'oppression et un décryptage historicisé des mécanismes de la colonisation. Différents registres de mémoire convergent ainsi, poursuivant l'ancienne lutte par une demande transnationale de justice ici et maintenant.

SOURCES

Archives Nationales de Tunisie (ANT)

BIBLIOGRAPHIE

- Anagol, Padma (2008), Agency, Periodisation and Change in the Gender and Women's History of Colonial India, in : *Gender & History*, 20, 3, 603–627.
- Ben Said Cherni, Zeineb (1987), La femme tunisienne et l'indépendance nationale, in : *Revue de l'Institut des belles-lettres arabes IBLA*, 50, 159, 115–134.
- Boulifa, Mansour (2006), *تطاوين تحت الإدارة الفرنسية [Tataouine sous l'administration française]*, Tataouine : Self-Publishing.
- Boulifa, Mansour (2023), *عوائد تطاوين [Les traditions du peuple de la région de Tataouine]*, Tataouine : Self-Publishing.
- Chater, Souad (1975), *La femme tunisienne, citoyenne ou sujet?*, Tunis : Maison tunisienne de l'édition.
- Cooper, Frederick (1994), Conflict and Connection: Rethinking Colonial African History, in : *The American Historical Review*, 99, 5, 1516–1545.
- Davidson, Tina et Ruth Roach Pierson (2001), Voices from the Margins: Subaltern Women Speak... and Rewrite History, in : *Journal of Women's History*, 13, 2, 169–179.
- Edwards, Zophia (2017), Resistance and Reforms: The Role of Subaltern Agency in Colonial State Development, Rethinking the Colonial State, in : *Political Power and Social Theory*, 33, Leeds : Emerald Publishing Limited, 175–201.

- Faroqhi, Suraiya (2023), *Women in the Ottoman Empire*, London : Tauris.
- Ghabrial, Sarah (2016), Gender, Power, and Agency, in : *International Journal of Middle East Studies*, 48, 561–564.
- Glassberg, David (1996), Public History and the Study of Memory, in : *The Public Historian*, 18, 2, 7–23.
- Haicault, Monique (2012), Autour d'agency. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre, in : *Rives méditerranéennes*, 41, 11–24.
- Jrad, Fatma (2015), العائلات والحياة العائلية بجهة تطاوين (1881-1956) [*Familles et vie de famille dans la région de Tataouine (1881-1956)*], Tunis : Université de la Manouba.
- Lafi, Nora (2020), Finding Women and Gender in the Sources, in: Spadaro, Barbara, and Katharina Yeaw (éds.), *Women in the Modern History of Libya*, Abingdon : Routledge, 24–46.
- Larguèche, Dalenda (éd.) (2000), *Histoire des femmes au Maghreb*, Tunis : Centre de publication universitaire.
- McEwan, Cheryl (1993), Building a Postcolonial Archive? Gender, Collective Memory and Citizenship, in : *Post-apartheid South Africa*, 5, 1, 5–41.
- Moghadam, Valentine (2010), Women, Structure, and Agency in the Middle East, in : *Feminist Formations*, 22, 3, 1–9.
- Mtenje, Asante Lucy (2024), Carving Their Place in History: Reconstructing Public Memories of Anti-Colonial Struggle Through Malawian Women's Writing, in : Ndlovu, Mphathisi, Lungile Augustine Tshuma et Shepherd Mpofu (éds.), *Remembering Mass Atrocities*, New York : Palgrave, 217–240.
- Navarro Tejero, Antonia (2004), Telling (Her)Story: An Overview of Subaltern Studies, in : *Feminismo/s*, 4, 85–96.
- Prakash, Gyan (1994), Subaltern Studies as Postcolonial Criticism Author, in : *The American Historical Review*, 99, 5, 1475–1490.
- Sadiqi, Fatima (2008), Facing Challenges and Pioneering Feminist and Gender Studies, in : *African and Asian Studies*, 7, 447–470.
- Schraut, Sylvia, and Sylvia Paletschek (2008), Remembrance and Gender, in : Paletschek, Sylvia (éd.), *The Gender of Memory*, Frankfurt : Campus, 267–287.
- Sibeud, Emmanuelle (2004), Post-Colonial et Colonial Studies: enjeux et débats, in : *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 51–4bis, 5, 87–95.
- Spivak, Gayatri Chakravorty (2004), Can the Subaltern Speak?, in : Cain, Peter H. et Mark Harrison (éds.), *Imperialism: Critical Concepts in Historical Studies Volume III*, Abingdon : Routledge, 171–219.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Nora Lafi a travaillé sur le thème des femmes rebelles face à la colonisation au Maghreb lors de son séjour de recherche au MECAM / Université de Tunis en 2023/2024. Elle est titulaire d'un doctorat en histoire (1999) et de l'habilitation à diriger des recherches (2011). Depuis 2004, elle est chercheuse au Leibniz-Zentrum Moderner Orient à Berlin, où elle a dirigé, de 2020 à 2023, le programme de recherche HISDEMAB sur l'historicité de la démocratie dans le monde arabe. Elle enseigne également à la Freie Universität de Berlin. Elle appartient au groupe des enseignants encadrants de la Berlin Graduate School Muslim Cultures and Societies de Berlin. Dans le cadre du programme EUME (Forum Transregionale Studien, Berlin), elle codirige le domaine de recherche « Villes comparées : Gouvernance, participation et diversité ». Elle a publié de nombreuses études sur les villes de l'Empire ottoman, sur la dimension civique de la gouvernance urbaine dans ce contexte et sur le monde arabe en général pendant les périodes ottomane et coloniale.

Courriel : Nora.Lafi@zmo.de

Site web : <https://hisdemab.hypotheses.org/the-hisdemab-research-team/nora-lafi>

IMPRINT

The MECAM Papers are an Open Access publication and can be read on the Internet and downloaded free of charge at: <https://mecam.tn/mecam-papers/>. MECAM Papers are long-term archived by MENALIB at: <https://www.menalib.de/en/vifa/menadoc>. According to the conditions of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International Public License, this publication may be freely reproduced and shared for non-commercial purposes only. The conditions include the accurate indication of the initial publication as a MECAM Paper and no changes in or abbreviation of texts.

MECAM Papers are published by MECAM, which is the Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb – a research centre for interdisciplinary research and academic exchange based in Tunis, Tunisia. Under its guiding theme “Imagining Futures – Dealing with Disparity,” MECAM promotes the internationalisation of research in the Humanities and Social Sciences across the Mediterranean. MECAM is a joint initiative of seven German and Tunisian universities as well as research institutions, and is funded by the German Federal Ministry of Education and Research (BMBF).

MECAM Papers are edited and published by MECAM. The views and opinions expressed are solely those of the authors and do not necessarily reflect those of the Centre itself. Authors alone are responsible for the content of their articles. MECAM and the authors cannot be held liable for any errors and omissions, or for any consequences arising from the use of the information provided.

Editor: Dr. Maria Josua

Editorial Department: Petra Brandt

Translation from English into French: Dr. Souhir Zekri Masson

Merian Centre for Advanced Study in the Maghreb (MECAM)

27, rue Florian, ISEAHT – Borj Zouara 1029 Tunis, Tunisia

<https://mecam.tn>

mecam-office@uni-marburg.de



ميكام
مركز ميربان
للدراسات المتقدمة
في المنطقة المغاربية



MECAM
Merian Centre
For Advanced Studies
In The Maghreb